

Schuman Declaration

La mondialisation ne saurait être maîtrisée sans des efforts refondateurs à la mesure des effets qu'elle peut engendrer.

La contribution qu'une Europe unie et imaginative peut apporter à cette entreprise est fondamentale pour garantir des relations internationales harmonieuses. Depuis sept décennies, elle a œuvré à la promotion et au maintien de la paix entre ses membres et au-delà. Et lorsqu'elle n'a pas été faite, nous avons eu les crises.

Certes, l'Europe ne s'est pas construite d'un coup ni dans un mouvement d'ensemble : elle s'est peu à peu édifiée avec le ciment de solidarités concrètes. Le rassemblement des nations est né dans une Communauté et s'est consolidé dans une Union.

Mais, aujourd'hui encore, l'Europe reste confrontée à de redoutables défis.

Le premier, qui l'a soumise à rude épreuve, est celui de sa cohésion interne. Un de ses Etats membres parmi les plus importants a choisi de quitter l'Union, ouvrant ainsi la brèche de l'incertitude dans une construction que l'on pouvait croire durablement établie, sinon promise à des extensions continues, voire irréversibles. Aujourd'hui, le divorce est consommé. Reste à demeurer au moins bons amis. Il convient d'y veiller avec, incidemment, le souci de se prémunir d'une contagion du Brexit.

Un deuxième enjeu réside dans la préservation de l'acquis. Ainsi, la crise sanitaire à laquelle le monde entier vient d'être confronté montre à quel point l'ouverture des frontières - un pilier de l'édifice européen - incarne une percée parfois encore fragile, la tentation du repli guettant des Etats désemparés. De même, l'existence d'une monnaie commune à la majorité de nos Etats membres réclame une vigilance constante : si, en dépit de certaines incomplétudes, l'euro a jusqu'à présent fait preuve d'une grande capacité de résilience dans les crises, il n'est jamais à l'abri de turbulences. Largement entré dans la vie quotidienne, il a contribué de manière emblématique à la concrétisation d'un espace sans frontières. Mais il arrive que LE marché au sens commercial soit déstabilisé par LES marchés au sens financier. Il nous appartient donc de considérer que, loin de nous reposer sur des lauriers, nous devons poursuivre le chantier de l'Union économique et monétaire par tous les moyens budgétaires, bancaires et financiers que nous pourrions mettre en commun.

Un troisième défi est planétaire. Il est celui du développement durable dans ses implications économiques, sociales et surtout environnementales, comme en ont pris conscience les instances internationales et nombre de pays à travers le monde. La préservation, la protection et l'amélioration de la qualité de l'environnement représentent des objectifs déjà anciens de l'action de l'UE. Mais le changement climatique en a considérablement accru les enjeux. De ce phénomène, le Traité de Lisbonne a fait délibérément un objet de lutte.

Aucune de nos politiques - qu'il s'agisse notamment d'énergie, d'agriculture, de santé publique, de recherche - ne saurait l'ignorer. L'avenir de l'Union est assurément au prix d'une telle cohérence entre les politiques. A nous d'y veiller avec persévérance.

De surcroît, du développement durable au développement tout court, l'agenda européen doit également faire preuve de constance. A cet égard, les liens que l'Europe entretient depuis l'origine avec les pays du monde en développement appellent à être non seulement poursuivis mais renforcés. L'aide financière, l'ouverture commerciale, mais aussi l'appui à la démocratisation et à la promotion de la paix représentent autant de valeurs ajoutées au crédit de l'Union. En renouvelant les engagements qui lient cette dernière à de nombreux partenaires des continents les plus défavorisés, dont l'Afrique au premier plan, elle doit s'affirmer encore plus solidaire plutôt que de se cantonner dans un confort solitaire. Une des premières priorités sur cette voie consistera, du reste, à œuvrer humainement et efficacement en faveur de l'accueil des migrants, dont chaque Etat membre devra prendre sa part en toute clairvoyance, mais sans défiance.

Enfin, nous devons être conscients de ce que prôner la démocratie chez les autres exige d'y être encore plus attentif à l'intérieur de notre propre « maison ». En dépit de l'existence et de l'action du Parlement européen, voire de la défense de valeurs communes parmi les préoccupations majeures de l'ensemble de nos institutions, et malgré l'adhésion que, globalement, l'Union recueille auprès de ses citoyens, celle-ci, par la complexité réelle ou supposée que l'on prête à son fonctionnement, donne l'image d'une entité encore éloignée des peuples qui la composent. Divers moyens peuvent être envisagés pour remédier au défaut de construction ainsi ressenti. Il reste que, dans un monde où la communication et les multiples outils qui la favorisent occupent une place primordiale, une participation accrue des citoyens à la réflexion sur les politiques européennes, à leur définition, voire à leur mise en œuvre, s'impose de plus en plus comme un moteur du développement de l'Union. Encourager cette appropriation dès le niveau local représente assurément un impératif pour sa survie. Ce sera une de nos priorités essentielles.

Gérard Vernier